



## Veille mensuelle sur la situation économique et financière de l'Autriche

© DG Trésor

juillet-août 2019

### *La campagne électorale domine la rentrée sur fond de ralentissement économique*

*Alors que sur le plan politique, l'été a été largement consacré au feuilleton de « l'Ibizagate », début septembre, les partis politiques ont commencé à publier leurs programmes et à communiquer sur leurs priorités.*

*Sans surprise, le thème de la protection de l'environnement figure en bonne place, avec la question d'une taxe sur le CO<sub>2</sub> : ÖVP, FPÖ et SPÖ se déclarent à des degrés divers opposés à une telle taxe qui pénaliserait les plus pauvres et les régions rurales ; le SPÖ n'exclue pas pour autant une telle taxe au niveau européen sur certaines industries. NEOS, les Verts et la Liste JETZT y sont clairement favorables, dès lors qu'une partie du produit est orientée vers le financement de la transition énergétique et assortie de compensations financières pour les ménages et d'un allègement du coût du travail.*

*Les sociaux-démocrates avancent des mesures en faveur du pouvoir d'achat et de la justice sociale : SMIC porté à 1 700 EUR, non imposable (en fait, négocié par les partenaires sociaux et par branches, le salaire minimum diffère selon les secteurs et est à 1 500 EUR au minimum) ; réintroduction d'un impôt sur les successions, réexamen de la loi sur les 60 heures/semaine. L'ÖVP, qui peut se prévaloir d'un bilan économique plutôt flatteur au cours des 18 mois de coalition (2,7 % de croissance en 2018 ; équilibre budgétaire retrouvé), entend garder le cap en matière de politique économique et sociale, avec la promesse de baisser l'impôt sur le revenu pour les premières tranches et ramener l'impôt sur les sociétés à 21 % en 2023.*

*Le prochain gouvernement devra en tout état de cause compter sur une conjoncture moins favorable (les instituts internationaux tablent désormais sur 1,4 % pour 2019) au moment d'écrire son programme économique. Les signaux de ralentissement se multiplient actuellement, même si le chômage a atteint son plus bas niveau (4,4 % en juillet). En attendant, la période pré-électorale reste propice à la surenchère comme le montre l'accord conclu entre les 3 grands partis pour décider une revalorisation des retraites les moins élevées de 3,6 % soit le double de l'inflation.*



<b>Situation économique et financière</b>	<b>3</b>
□ <b>Evolution des indicateurs et prévisions</b> .....	<b>3</b>
• Croissance de 0,2 % au deuxième trimestre, le PMI se replie	3
□ <b>Echanges</b> .....	<b>3</b>
• Croissance du commerce extérieur pour toutes les régions (Länder) en 2018	3
• Les entreprises autrichiennes investissent des montants record à l'étranger	4
<b>Politique économique et sociale</b>	<b>5</b>
□ <b>L'emploi</b> .....	<b>5</b>
• Repli du chômage à 4,4 % fin juillet 2019	5
• Emplois aidés : vers une reconduction de la mesure Aktion 20 000 ?	5
□ <b>Questions sociales</b> .....	<b>5</b>
• Indexation des allocations familiales : avis défavorable motivé de la Commission	5
• Coup de pouce pour les petites retraites de 3,6 % dès 2020	6
• La retraite progressive a coûté 544 MEUR en 2018	6
<b>Questions sectorielles</b>	<b>7</b>
□ <b>Services financiers</b> .....	<b>7</b>
• Robert Holzmann succède à Ewald Nowotny en tant que gouverneur de l'OeNB	7
• Le bénéfice des deux grandes banques autrichiennes en repli au premier semestre 2019	7
• La banque Addiko fait son apparition à la bourse de Vienne	8
□ <b>Energie et environnement</b> .....	<b>8</b>
• Bilan en demi-teinte des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour 2018	8
□ <b>Communication</b> .....	<b>8</b>
• Certains magasins d'AI acceptent désormais des cryptoactifs	8
□ <b>Industrie</b> .....	<b>9</b>
• Le secteur électrique et électronique profite de la numérisation de l'industrie	9
• Nouvelles procédures d'infraction contre l'Autriche	9
□ <b>Start-up</b> .....	<b>9</b>
• Les start-up autrichiennes réussissent à l'étranger	9
□ <b>Transports</b> .....	<b>10</b>
• Un sommet du transport à Berlin pour dégripper l'épineuse question de la circulation entre l'Allemagne et l'Autriche	10
• La concurrence sur le marché du transport ferroviaire augmente légèrement	10
• Recul des immatriculations, des Renault Kangoo ZE pour la Poste autrichienne	11
• Uber mis en difficulté par la loi unifiant la réglementation pour les VTC et les taxis	11
□ <b>Agriculture</b> .....	<b>11</b>
• 8 MEUR de dégâts liés aux événements climatiques	11
• Hausse de la production animale et de la consommation de viande en 2018	12
<b>Présence française</b>	<b>12</b>
• Thales a racheté Steyr Motors d'un investisseur chinois	12
<b>Annexe</b>	<b>13</b>

[Haut du document](#)

**Situation économique et financière****Evolution des indicateurs et prévisions**

**Croissance de 0,2 % au deuxième trimestre, le PMI se replie**

Alors que la Commission européenne estimait en juillet la croissance pour 2019 et 2020 à 1,5 % du PIB, prévisions confortées par la Banque nationale d'Autriche (OeNB) d'août, l'économie autrichienne a progressé de 0,2 % (cjo-cvs) au cours du T2 2019, après 0,4 % au T1 2019. Ainsi se confirme pour l'Autriche la perte de vigueur de la croissance que tous les instituts et organisations internationales avaient prédite. La progression au T2 2019 reste portée par la demande domestique, notamment la consommation des ménages (+0,5 % comme au T1 2019), et le commerce extérieur (exportations : +0,5 % après +0,9 au T1 2019, importations : +0,4 % après +0,7 % lors des trois premiers mois). Les dépenses publiques ont gagné très légèrement en dynamique avec une hausse de 0,3 % au T2 (+0,2 % au T1). Les investissements des entreprises sont en léger retrait (+0,5 % au T2 après +0,8 % au T1). Pour la première fois depuis plus d'un an, la production de biens se contracte légèrement et accuse une baisse de -0,1 % (+0,1 % au T1). Les services se maintiennent en hausse et gagnent +0,6 %, comme lors des neuf derniers mois. La construction reste bien orientée avec une hausse de 0,3 % au T2, perdant en vigueur 0,2 point par rapport au trimestre précédent. Le commerce reste positif avec une progression de 0,4 %, soutenu par la consommation privée. Le secteur du tourisme reste sur une trajectoire stable avec une croissance trimestrielle de 1,1 %, comme au T1 2019 et au T4 2018. Selon le Patronat autrichien, représenté par la Fédération des Industriels (IV ; *Industriellenvereinigung*), les incertitudes affectant le commerce international, commencent à peser sur les perspectives industrielles. Le baromètre calculé par l'IV accuse une baisse significative depuis plusieurs trimestres (fin mars 2018 47,1 points ; fin juin 2019 22,5 points), reflétant des anticipations négatives sur les commandes. L'inquiétude semble de mise chez les entrepreneurs de l'industrie qui estiment négativement les perspectives économiques à 6 mois, en constant repli depuis presque un an. Les raisons avancées par l'IV sont autant d'ordre international (Brexit, les querelles commerciales), que d'ordre national en raison de l'absence depuis fin mai de gouvernement politique aux commandes du pays et la tenue d'élections législatives anticipées. Le PMI, quant à lui, n'a pas réussi à retrouver une trajectoire expansive et reste avec 47,9 points pour le 5<sup>ème</sup> mois consécutif sous la barre des 50 points.

Les économistes de la Banque nationale d'Autriche (OeNB) maintiennent en août leur estimation de croissance à +1,5 %, les deux derniers trimestres 2019 devraient afficher une progression de 0,2 % et 0,3 %, légèrement revue à la baisse en comparaison avec les prévisions de mai 2019. Aux incertitudes avancées par l'IV ci-dessus, s'ajoutent aux yeux du banquier central la crise politique en Italie et le risque de récession qui pourrait toucher le principal partenaire commercial, l'Allemagne.

**Echanges**

**Croissance du commerce extérieur pour toutes les régions (Länder) en 2018**

En 2018, les exportations de l'Autriche ont atteint 150,1 Mrd EUR dont 25,5 % pour la Haute-Autriche, loin devant la Styrie (16,5 %) et la Basse-Autriche (15,4 %). La Haute-Autriche, pôle industriel, a pu augmenter ses exportations de 4,6 % à 38,19 Mrd EUR. Les principaux clients de ce Land sont l'Allemagne (14,33 Mrd EUR), les Etats-Unis (2,68 Mrd EUR) et l'Italie (2,1 Mrd EUR). Les secteurs phares des exportations de la Haute-



Autriche sont la chaudronnerie, les machines et les appareils mécaniques (11,09 Mrd EUR), les tracteurs et les voitures (4,09 Mrd EUR), le fer et l'acier (3,73 Mrd EUR). Comme en 2017, la Styrie affiche l'augmentation la plus importante de ses exportations avec +13,9 % (après +11,6 % en 2017) à 24,75 Mrd EUR dont 6,86 Mrd EUR pour les tracteurs et véhicules. Les importations de l'Autriche quant à elles se sont élevées à 156,06 Mrd EUR dont 24,5 % pour Vienne suivie par la Haute-Autriche (18,5 %) et la Basse-Autriche (17,1 %). Cinq Länder affichent un solde commercial positif, la Haute-Autriche arrivant en tête avec un excédent de 9,31 Mrd EUR, suivie par la Styrie (4,45 Mrd EUR) et le Vorarlberg (2,53 Mrd EUR). Vienne, peu industrialisée et plus orientée vers les services, affiche le déficit commercial le plus élevé (18,63 Mrd EUR).

### Les entreprises autrichiennes investissent des montants record à l'étranger

Le leader européen des circuits imprimés et des substrats électroniques *Austria Technologie & Systemtechnik AG (AT&S)* de l'ancien ministre des Finances Hannes Androsch (social-démocrate, SPÖ) est le plus important investisseur autrichien en Chine. En 2011, le groupe avait ouvert un site de production à Chongqing et y avait transféré sa production de substrats électroniques, activité dans laquelle elle s'était lancée en 2013. Début juillet, AT&S a annoncé vouloir investir 1 Mrd EUR au cours des cinq années à venir pour ériger à Chongqing un nouveau site de production ultra-moderne. La construction vient d'être lancée, le début de la production étant prévu pour 2021.

Le groupe pétrolier et gazier *OMV*, quant à lui, a informé fin juillet de la reprise de 15 % d'*ADNOC Refining* de la *Compagnie nationale pétrolière d'Abu Dhabi* pour 2,43 Mrd USD (2,18 Mrd EUR) ce qui fait des Emirats arabes unis une des régions clé d'OMV. Grâce à cette transaction qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie 2025, la capacité de raffinage d'OMV augmente de 40 % pour atteindre 25 millions de tonnes.

Le fabricant de semi-conducteurs *austriamicrosystems (ams)* qui fournit notamment *Apple* en capteurs optiques permettant la reconnaissance faciale, vient de déposer une offre à hauteur de 4,3 Mrd EUR pour la reprise de l'ancienne filiale de *Siemens, Osram*, qui s'est spécialisée au-delà de la production de lampes dans les systèmes d'éclairage numérique et les capteurs optiques, notamment pour l'industrie automobile. A travers cette reprise, *ams* souhaite se spécialiser dans les technologies pour les voitures autonomes afin de réduire le poids d'*Apple* dans son chiffre d'affaires (40 % au quatrième trimestre 2018). Ce projet suscite néanmoins des réticences des représentants du personnel en Allemagne.

A noter également la fusion entre l'entreprise autrichienne *Miba AG*, présente dans la sous-traitance automobile avec un CA de près de 1 Mrd EUR, et l'entreprise familiale *Zollern* située en Bade-Wurtemberg et active sur les roulements industriels (environ 600 MEUR de CA). Après la décision négative de l'autorité de la concurrence allemande (*Bundeskartellamt*) et de l'organe de conseil du ministère de l'économie sur le sujet concurrence (*Monopolkommission*), le ministre allemand de l'Economie a utilisé le dispositif de l'autorisation ministérielle (*Ministererlaubnis*) pour autoriser la fusion. Un tel cas est extrêmement rare, et a été principalement motivé par le fait que ces technologies seraient clés pour la transition énergétique, ce qui constituerait un intérêt collectif de l'économie allemande suffisant pour autoriser la fusion. La transaction est cependant assortie de certaines conditions, en particulier d'un investissement à hauteur de 50 MEUR.



## Politique économique et sociale

### L'emploi

**Repli du chômage à 4,4 % fin juillet 2019** Dans le contexte de tassement de la conjoncture mondiale qui impacte maintenant l'économie autrichienne, les responsables du Pôle emploi autrichien (AMS, *Arbeitsmarktservice*) constatent la bonne résistance du marché de l'emploi, le taux de chômage recule encore à 4,4 % fin juillet 2019 en données eurostat (France = 8,5 % ; Allemagne = 3,0 % ; zone euro = 7,5 %). En glissement annuel, alors que le mois d'août 2018 avait déjà affiché un repli de 30 000 demandeurs d'emploi, un an plus tard, le mois d'août 2019 voit leur nombre encore reculer de 14 000 personnes. Le nombre de personnes en situation d'emploi a cru fin août de 1,4 %. Les jeunes de moins de 25 ans et la classe d'âge de 25 à 49 ans ont bénéficié le plus de la bonne tenue de l'emploi. Le nombre de chômeurs de longue durée recule également de 2,8 %. Le principal point d'ombre au tableau reste la catégorie des seniors dont les effectifs de sans emploi ont augmenté de 1,2 % de même que les personnes en situation de handicap ou avec des problèmes de santé. Les secteurs enregistrant les plus forts replis sont le tourisme (-5,5 %) et la construction (-5,3 %). En moyenne, la durée de chômage reste stable à 134 jours. L'AMS recensait fin août 81 900 emplois à pourvoir immédiatement, en augmentation de 3,2 % en glissement annuel. Malgré ces chiffres enviables, le directeur de l'AMS se garde de tout optimisme alors que l'évolution de l'emploi dans le secteur de l'industrie se tasse et que le chômage est reparti très légèrement à la hausse, dans certains régions (Vorarlberg : +0,3 % ; Styrie : +0,6 %).

**Emplois aidés : vers une reconduction de la mesure Aktion 20 000 ?**

La mesure « Aktion 20 000 » (voir notre veille de juin 2017), mise en place fin juin 2017 pour une durée initiale de deux ans par le gouvernement Kern (social-démocrate) et destinée à ramener vers l'emploi des chômeurs seniors de longue durée par le biais des collectivités territoriales et des entreprises publiques et parapubliques, a été une des premières mesures abrogées début 2018 par le gouvernement de l'ex-Chancelier Sebastian Kurz, jugée surdimensionnée et pro-cyclique. Le parti social-démocrate, profitant de la situation politique particulière, a réussi à faire inscrire à l'ordre du jour de la prochaine session parlementaire, au plus tard, le 25 septembre soit quatre jours avant les élections législatives anticipées, la reconduction de cette mesure, alors que le nombre de chômeurs de 50 ans et plus ne cesse d'augmenter depuis plusieurs mois (+1,4 %). Le projet prévoit une aide du Pôle emploi autrichien (AMS) versée aux employeurs selon des conditions définies. Alors que les économistes s'accordent à dire que le nombre de 20 000 emplois aidés était trop ambitieux (seuls environ 3 800 emplois auraient été ainsi créés), ils reconnaissent que la mesure peut avoir un effet bénéfique pour faciliter le retour à des emplois pérennes pour des seniors frappés par le chômage de longue durée. Une évaluation du dispositif précédent est actuellement réalisée par l'institut des hautes études IHS.

### Questions sociales

**Indexation des allocations familiales : avis défavorable**

La Commission a confirmé, dans son avis motivé, ses objections sur le dispositif d'indexation des allocations familiales mis en place par l'Autriche en 2019. Après avoir analysé la réponse reçue de l'Autriche en mars, la Commission considère que la mesure est discriminatoire envers les ressortissants européens exerçant une activité rémunérée en

**motivé de la  
Commission**

Autriche et dont les enfants résident hors du pays. Parallèlement, la Commission a épinglé les réductions fiscales pour charge de famille (Familienbonus Plus), soumises également à une indexation. La Commissaire Marianne Thyssen a rappelé le principe fondamental de l'union européenne, à savoir l'égalité de traitement, et les règles européennes de la coordination des systèmes de sécurité sociale. Chère au gouvernement précédent, formé par les conservateurs ÖVP de l'ex- Chancelier Sebastian Kurz et les populistes du FPÖ, l'indexation des allocations familiales était motivée au nom de l'équité et devait permettre à l'Autriche d'économiser près de 110 MEUR de versement d'allocations familiales. La procédure contre l'Autriche poursuit donc son cours. Celle-ci dispose désormais d'un délai de deux mois pour se conformer à l'avis motivé. Il reviendra au gouvernement de transition, dirigée par la Chancelière Bierlein, chargé d'expédier les affaires courantes, de décider des suites à donner à l'avis de la Commission. Faute de mise en conformité, la nouvelle Commission européenne pourrait assigner l'Autriche devant la Cour de justice européenne.

**Coup de pouce  
pour les petites  
retraites de 3,6 %  
dès 2020**

Dans le contexte politique singulier que vit l'Autriche depuis la chute du gouvernement Kurz fin mai, les trois grands partis ÖVP, SPÖ et FPÖ ont au cours d'un sommet sur les pensions du 28 août trouvé un compromis qui permettra avant les élections législatives du 29 septembre d'accorder une substantielle revalorisation des pensions, au-delà du taux légal jusqu'alors défini de 1,8 %. Notamment les petites retraites, inférieures à 1 111 EUR mensuels, devraient bénéficier d'une augmentation de 3,6 %. Entre 1 112 EUR et 2 500, la revalorisation sera dégressive, passant de 3,6 à 1,8 %. Jusqu'à 5 220 EUR, l'augmentation sera contenue à 1,8 %. Au-delà, seul un forfait mensuel de 93,60 EUR sera versé. 1,3 million de retraités sont concernés par le doublement du taux légal. En cette période de campagne électorale, l'impact budgétaire est estimé par le ministre des Finances présent au sommet à 1,3 Mrd EUR, alors que la revalorisation légale de 1,8 % n'aurait coûté que 900 MEUR. Cette mesure exceptionnelle doit encore être validée par le Parlement et pourrait entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**La retraite  
progressive a  
côté 544 MEUR  
en 2018**

Selon la réponse de la Ministre Zarfl, compétente pour l'emploi et les affaires sociales, à une question parlementaire, les coûts liés à la retraite progressive (réduction du temps de travail entre 40 et 60 % au maximum 5 ans avant l'âge légal de la retraite) ont progressé de 100 MEUR entre 2017 et 2018 pour atteindre 544 MEUR. Le nombre de seniors en position de retraite progressive (2/3 des bénéficiaires sont des femmes) est passé de près de 34 000 personnes en 2017 à plus de 41 000 en 2018. Cette forme de temps partiel permet aux bénéficiaires, après une convention passée avec l'employeur, de bénéficier de temps libre et de minimiser la perte salariale alors que le Pôle emploi autrichien AMS leur verse 50 % du différentiel. Les cotisations patronales continuent à être versées par l'employeur dans leur totalité sur la base du salaire brut (base maximale 5 220 EUR) avant la retraite progressive. Une variante par bloc, choisie par 25 % des personnes, majoritairement des hommes, permet aux bénéficiaires de continuer de travailler pendant 2,5 ans à temps plein et de bénéficier du temps libre ainsi accumulé pendant les 2,5 ans restants. Les secteurs les plus concernés par ce dispositif sont l'industrie, suivie par la Fonction publique et assimilés et du secteur bancaire.



Par ailleurs, en raison de la conjoncture particulièrement favorable, le budget de l'Etat n'a dû en 2018 abonder les caisses de retraite (hors Fonction publique et assimilés) que de 9,4 Mrd EUR (2014 = 10,1 Mrd EUR) alors que les caisses ont enregistré une augmentation des cotisations de 5,8 %.

[Haut du document](#)

## Questions sectorielles

### Services financiers

**Robert Holzmann succède à Ewald Nowotny en tant que gouverneur de l'OeNB** Après la nomination en août 2018 de M. Harald Mahrer (parti conservateur, ÖVP) et de Mme Barbara Kolm (part de droite populiste, FPÖ) en tant que président et vice-présidente respectivement du conseil général (organe de surveillance) de la banque centrale d'Autriche (OeNB, *Oesterreichische Nationalbank*), M. Robert Holzmann (FPÖ) a pris la fonction de gouverneur de l'OeNB au 1<sup>er</sup> septembre 2019 succédant à M. Ewald Nowotny (SPÖ) dont le dernier mandat arrivait à terme. Le directoire est complété par le président du Haut Conseil des Finances Publiques (*Fiskalrat*) M. Gottfried Haber (ÖVP) en tant que vice-gouverneur, l'ancien député FPÖ M. Eduard Schock et l'ex-directeur de l'agence pour le financement de l'Etat (*OeBFA*) M. Thomas Steiner (ÖVP).

### Le bénéfice des deux grandes banques autrichiennes en repli au premier semestre 2019

Les deux grandes banques commerciales du pays, le groupe *Erste* et *Raiffeisen Bank International (RBI)*, affichent un recul de leurs bénéfices pour le premier semestre 2019.

Le résultat net du groupe *Erste* atteint 731,9 MEUR soit un recul de 5,4 % comparée au résultat du premier semestre 2018. La détérioration est due à la constitution d'une provision de 150,8 MEUR pour pertes attendues résultant d'une décision de justice concernant les activités de crédits hypothécaires de la filiale roumaine.

Le bénéfice net de *RBI* a chuté de 24,4 % pour atteindre 571 MEUR en raison notamment du résultat négatif du négoce (-79 MEUR). Par contre, *RBI* se félicite de la hausse des créances sur la clientèle de 9,5 %, notamment en Autriche, en Russie et en Europe centrale, pour atteindre 88,5 Mrd EUR après 80,8 Mrd EUR au premier semestre 2018. Le total de bilan est passé de 140,1 Mrd EUR à 148,6 Mrd EUR.

La banque italienne *UniCredit* annonce pour sa filiale autrichienne *Bank Austria* un bénéfice net de 233 MEUR, en hausse de 12,9 %, le bénéfice net du groupe *UniCredit* progressant de 51,7 % pour atteindre 3,2 Mrd EUR.

S'agissant du groupe *Bawag*, coté à la bourse de Vienne depuis octobre 2017, l'actionnaire principal, le fonds d'investissement américain *Cerberus*, a mis sur le marché fin mai des actions d'une valeur de 350 MUSD (313 MEUR) ce qui a provoqué une chute de l'action à la bourse de Vienne. La part de *Cerberus* s'est réduite de 35 % à 25,7 % égalisant la part du fonds d'investissement américain *Golden Tree*. Le bénéfice net du groupe *Bawag* a atteint 219 MEUR (+8 %).

S'agissant du secteur bancaire nationalisé, dans sa décision du 28 juin 2019, l'Autorité des marchés financiers (*FMA, Finanzmarktaufsicht*), en sa qualité d'autorité de résolution, a décidé que l'activité de la structure de défaisance *immigon portfolioabbau ag* est terminée. Cette structure avait été créée en juillet 2015 par séparation des actifs secondaires de l'ancien organe central des banques populaires (*ÖVAG, Österreichische Volksbanken AG*) en vue d'être liquidés. *Immigon* a liquidé toutes les opérations bancaires et opérations sur titres.



Selon la FMA, la trésorerie s'élèverait à 926 MEUR ce qui serait suffisant pour satisfaire aux obligations actuelles et futures prévues.

**La banque  
Addiko fait son  
apparition à la  
bourse de Vienne**

Après l'introduction en bourse de *Marinomed Biotech AG* en février, et de *Frequentis AG* en mai, *Addiko Bank AG* a fait son apparition en bourse au cours du mois de juillet. Le premier cours de l'action s'élevait à 17,70 EUR, la capitalisation boursière atteignant 345 MEUR. Depuis le 15 juillet, l'action fait partie de l'indice ATX prime. Le groupe Addiko se compose d'Addiko Bank AG, la banque mère autrichienne titulaire d'une licence bancaire locale, qui est supervisée par l'Autorité des marchés financiers (FMA), et de six filiales bancaires en Croatie, Slovaquie, Bosnie-Herzégovine, Serbie et Monténégro. Il s'agit des filiales balkaniques de l'ancienne banque *Hypo Alpe Adria* qui, suite à la nationalisation de la maison-mère en 2015, avaient été reprises par le fonds américain *Advent* (80 %) et la BERD (20 %).

**Energie et environnement****Bilan en demi-  
teinte des  
émissions de gaz  
à effet de serre  
(GES) pour 2018**

L'ensemble des émissions autrichiennes de GES en 2018 devrait avoir diminué d'environ 3,8 % (à 79,1 millions d'équiv. t. de CO<sub>2</sub>) par rapport à l'année précédente selon l'agence fédérale de l'Environnement (*Umweltbundesamt*) dans son bilan préliminaire des rejets en CO<sub>2</sub> de l'Autriche pour 2018 (-3,5 % secteur non ETS et -7,0 % secteur ETS). La baisse est principalement liée, dans le secteur couvert par le système de quotas d'émission (ETS) à l'arrêt pour maintenance d'un haut fourneau (groupe *voestalpine*) et la baisse de la production d'électricité dans les centrales au gaz naturel. Dans le secteur non ETS, le temps doux et la tendance vers les énergies renouvelables se sont traduits par une moindre consommation de combustibles fossiles dans les bâtiments (en particulier de fioul et de gaz naturel). Selon ces chiffres préliminaires, la plus forte réduction des émissions de GES a été enregistrée par le secteur de l'énergie et de l'industrie avec une diminution de 6,4 %. Seul le secteur des transports a augmenté de 0,8 %. Cette baisse de l'ensemble des GES pour 2018 ne permettrait pas à la république alpine d'atteindre ses objectifs européens pour 2020. Avec environ 50,6 millions d'équiv. t. CO<sub>2</sub> en 2018, le total des émissions de gaz à effet de serre (hors ETS) est supérieur d'environ 1,7 million de tonnes à l'objectif intermédiaire annuel de 48,9 millions de tonnes. Selon le rapport, le respect des limites sectorielles d'ici 2020 n'est pas réaliste dans le secteur des transports ; il est incertain dans les secteurs de l'agriculture et de la gestion des déchets. Selon l'agence, une mise en œuvre cohérente de mesures supplémentaires est nécessaire pour atteindre les objectifs dans tous les secteurs d'ici 2020.

**Communication****Certains  
magasins d'A1  
acceptent  
désormais des  
cryptoactifs**

Dans le cadre d'un projet pilote, *A1 Telekom Austria*, le principal fournisseur de communications autrichien, propose désormais le paiement avec les principaux cryptoactifs dans certains magasins A1. Avec la solution "*A1 Payment*", l'entreprise propose avec ses partenaires *Salamantex*, *Ingenico* et *Concardis*, une solution qui s'intègre dans le système de caisse et libère le commerçant du risque de change. Lors de l'achat de biens ou de services, le client reçoit le prix de conversion actuel et fixe de la monnaie sélectionnée et paie avec son portefeuille électronique. Le détaillant reçoit le montant en EUR sans aucun effort supplémentaire. Le risque de fluctuation des taux de change pendant la validation de la



transaction par la chaîne de blocs est amorti par le fournisseur. Pour démarrer le projet pilote, les cryptoactifs *Bitcoin, Litecoin, Dash, Ethereum, Ripple et Stellar* sont acceptés dans certains magasins A1. Sont également acceptés les portefeuilles électroniques chinois *Alipay* et *WeChatPay*. Selon les explications d'A1, il s'agit de ne pas s'adresser seulement aux Autrichiens, mais notamment aux touristes et aux voyageurs d'affaires. L'objectif est de permettre aux touristes chinois de payer leurs achats chez les commerçants en utilisant leur téléphone portable.

## Industrie

**Le secteur électrique et électronique profite de la numérisation de l'industrie**

En 2018, les 300 entreprises autrichiennes, regroupées au sein de la fédération de l'industrie électrique et électronique (*FEEI, Fachverband der Elektro- und Elektronikindustrie*) ont augmenté leur valeur de production de 8,4 % pour atteindre 18,8 Mrd EUR dont 21,6 % pour la production des composants électroniques (+15,9 %) et 12,2 % pour la production de générateurs, de transformateurs et de moteurs (+5,3 %). Ce succès serait imputable à la mise à niveau de l'industrie dans le domaine de la numérisation. Le nombre d'employés dans l'industrie électrique et électronique s'élève à près de 67 000 personnes.

**Nouvelles procédures d'infraction contre l'Autriche**

La Commission a annoncé qu'elle engagerait des nouvelles procédures d'infraction contre l'Autriche pour des manquements dans le domaine des marchés publics, de la réglementation des marchés financiers et de la lutte contre la fraude fiscale. Par ailleurs, si d'autres Etats-Membres sont aussi confrontés à l'ouverture de nouvelles procédures d'infraction, l'Autriche est le seul à se voir adressée une lettre d'avertissement. Celle-ci concerne le contrat d'assainissement d'une décharge de déchets dangereux dans la région de Wiener Neustadt. Le contrat, d'une valeur de 167 MEUR, n'a pas fait l'objet d'un appel d'offres à l'échelle de l'UE, comme le prévoit la législation communautaire pour les marchés publics de plus de 144 millions d'euros. Déjà en juillet 2018, l'Autriche avait été mise en garde contre le non-respect des principes de transparence, d'égalité de traitement et de non-discrimination par le client public *BALSA (Bundesaltlastensanierungsgesellschaft m.b.H.)*. L'Autriche est confrontée à un nombre de procédures d'infraction supérieur à la moyenne par rapport à ses voisins européens. Sur les 1 571 affaires en cours dans l'ensemble des 28 pays de l'UE à la fin de 2018, 66 étaient dirigées contre la République alpine, la plaçant ainsi au 6<sup>ème</sup> rang.

## Start-up

**Les start-up autrichiennes réussissent à l'étranger**

La banque *N26* (fondée par deux Autrichiens à Berlin) qui propose aux clients une banque en ligne à partir de leur téléphone portable, a annoncé mi-juillet une nouvelle levée de fonds de 170 MUSD qui la valorise à 3,5 Mrd USD. Parmi les financiers figurent le géant chinois de l'internet *Tencent*, le fonds souverain de Singapour *GIC*, le fonds d'investissement *Valar Ventures* ou encore *Allianz X*. Au total, *N26* a levé 670 MUSD depuis sa création en 2013. Grâce à cet argent frais, la néobanque, veut poursuivre son expansion aux Etats-Unis et au Brésil. En Europe elle compte déjà 3,5 millions de clients dont 800 000 en France. Au total, elle emploie 1 300 salariés répartis entre ses bureaux de Berlin, New York, Sao Paulo, Barcelone et Vienne. Pour le mois de septembre, l'ouverture d'un nouveau centre à Vienne dans l'incubateur *WeXelerate* a été annoncée.



Début août, la société *Dynatrace* qui offre un logiciel d'auto-guérison qui réduit considérablement le temps nécessaire pour dépanner les programmes informatiques, a fait ses débuts à la bourse de New York. Fondée par Bernd Greifeneder à Linz en 2005 l'entreprise a été reprise en 2011 par un investisseur étatsunien. L'équipe de développement, qui compte maintenant 400 personnes, est resté à Linz. La valeur de l'entreprise à la bourse de New York a atteint 6 Mrd EUR.

## Transports

### Un sommet du transport à Berlin pour dégripper l'épineuse question de la circulation entre l'Allemagne et l'Autriche

Un sommet de crise a eu lieu ce mois-ci à Berlin, réunissant le gouverneur du Tyrol, G. Platter, et les ministres des Transports autrichien, A. Reichhardt, et allemand, A. Scheuer (CSU). Face à une augmentation continue du trafic routier de marchandises transalpin dans le Tyrol entre l'Allemagne et l'Italie, le Land du Tyrol a renforcé durant l'été ses mesures de restrictions de circulation, déjà engagées depuis quelques années sous la pression de la population locale. L'Allemagne et l'Italie s'en sont émues et ont transmis leur plainte à la Commission pour entrave à la libre circulation. A l'issue d'une montée des tensions transfrontalières, le sommet a permis d'aboutir à un accord en dix points. Celui-ci envisage notamment l'amélioration des infrastructures de report modal du transport de marchandises vers le rail en Allemagne, l'instauration d'un système intelligent de gestion en direct du trafic poids lourds transfrontalier. Parmi les autres mesures, l'Autriche et l'Allemagne demanderont à l'Union européenne d'assouplir les règles d'aides d'Etat pour subventionner le report modal ; de modifier la directive européenne poids lourd pour pouvoir augmenter le péage sur certains tronçons ; et envisagent la fin du péage en région transfrontalière pour les petites distances. Malgré ce plan, les restrictions de circuler mises en place par le Tyrol restent en vigueur.

### La concurrence sur le marché du transport ferroviaire augmente légèrement

En 2018, selon le régulateur ferroviaire autrichien *Schiene-Control*, 16 entreprises de transport de voyageurs étaient actives sur le réseau de la société historique des chemins de fer (*ÖBB, Österreichische Bundesbahnen*) contre 15 l'année précédente. Au total, 309,9 millions voyageurs ont été transportés soit une augmentation de 6,6 % dont 261 millions pour *ÖBB Personenverkehr* et 49 millions pour son principal concurrent privé *WESTbahn*. En moyenne, chaque Autrichien a parcouru 1 505 km en train en 2018, plaçant l'Autriche en première position au sein de l'UE. S'agissant du transport de marchandises, 39 entreprises proposaient leur service en Autriche contre 36 l'année précédente. Au total, le transport des marchandises a atteint 117,9 millions de tonnes en 2018 (-0,8 %), mais les performances en termes de kilomètres parcourus ont augmenté avec 23,7 Mrd km (+1 % par rapport à 2017). La filiale fret des ÖBB, *Rail Cargo Austria*, détenait la plus grande part de marché avec 69,3 % en termes de tonnes-kilomètres. En 2018, le concurrent le plus important de *Rail Cargo Austria* était l'opérateur allemand *Lokomotion* (5%), suivi de l'opérateur autrichien *LTE* avec 4,4 % et de *TXL* avec environ 4 %. Par ailleurs, l'opérateur ferroviaire privé *WESTbahn* a annoncé vendre ses 17 trains à la *Deutsche Bahn*, qui lui seront cédés en deux tranches. En conséquence, des trains de *WESTbahn* circuleront toutes les heures au lieu de toutes les demi-heures entre Vienne et Salzbourg dès décembre 2019. A partir de 2021, 15 nouveaux trains qui devraient être commandés chez le constructeur suisse *Stadler* devraient



être mis en circulation et les départs toutes les demi-heures seraient rétablis. Depuis sa création, la WESTbahn a accumulé plus de 80 MEUR de perte.

**Recul des immatriculations, des Renault Kangoo ZE pour la Poste autrichienne**

Après la baisse de 3,5 % en 2018 pour les immatriculations de véhicules particuliers neufs, l'institut *Statistik Austria* chiffre à 175 909 le nombre d'immatriculations au cours du premier semestre 2019 soit un recul de 8,8 % en glissement annuel. Les incertitudes sur l'avenir des différents systèmes de propulsion déstabiliseraient beaucoup de clients. A cela s'ajoutent des incertitudes au sujet de la nouvelle règle de calcul des taxes (*NoVA, Normverbrauchsabgabe*). Les immatriculations des véhicules à essence ont reculé de 7,9 % pour atteindre une part de marché de 54,7 %. La part de marché des véhicules diesel chute à 38,5 %, les immatriculations reculant de 15,3 %. Les véhicules à propulsion alternative progressent de 41,6 % pour atteindre 12 053 immatriculations soit une part de marché de 6,9 %. Malgré la forte baisse (-16,6 %), *Volkswagen* reste la marque préférée des Autrichiens avec une part de marché de 16,6 %. Sont également affectées par la baisse des immatriculations les marques *Ford* (-5,5 %), *Opel* (-9,2 %), *Fiat* (-11,1 %), *Mercedes* (-11,8 %), *Hyundai* (-12,2 %) et *Renault* (-14,0 %). Dans ce contexte, *Renault Österreich* se félicite d'un contrat conclu avec *Österreichische Post AG* portant sur la fourniture de 249 *Kangoo ZE* électriques. *Österreichische Post AG* détient une part de marché de plus de 70 % des livraisons de colis.

**Uber mis en difficulté par la loi unifiant la réglementation pour les VTC et les taxis**

La suspension des obligations de coalition a de nouveau permis une alliance de circonstance entre ÖVP, SPÖ, FPÖ et JETZT à la chambre basse du Parlement (*Nationalrat*), pour le vote de la « Lex Uber » le 3 juillet. Cette loi répond aux plaintes pour concurrence déloyale des taxis contre les applications VTC. En programmant la fusion pour 2020 des secteurs des taxis et des locations de voiture dans une même « industrie du transport des voitures particulières », la loi mettrait un terme aux prix flexibles et préférentiels des applications en imposant des tarifs fixés, et régulerait l'accès à la profession par un même examen d'aptitude, conformément à la demande des taxis.

De ce fait, l'ex-Chancelier Sebastian Kurz, en voyage dans la Silicon Valley, a été longuement reçu par le nouveau PDG d'Uber, Dara Khosrowshahi, inquiet du précédent dangereux que la « Lex Uber » pourrait créer pour le groupe sur le plan mondial.

La filiale d'Uber était déjà aux prises de recours devant la justice autrichienne. Aussi, suite à l'injonction du tribunal de commerce de Vienne à se doter d'une succursale et d'une licence commerciale, Uber a dû suspendre ses activités pendant deux semaines. Dans les faits, l'entreprise a repris rapidement du service en créant une succursale autrichienne homologuée comme « agence de voyage », qui payera ses impôts sur son bénéfice en Autriche et non plus aux Pays-Bas. L'entreprise ne fera aucun changement systémique jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi, dans l'espoir que la majorité qui sortira des urnes reviendra sur les modalités de la réforme.

**Agriculture**

**8 MEUR de dégâts liés aux**

Alors que, à l'instar des autres pays européens, le monde agricole autrichien doit faire face à un épisode de forte chaleur et de sécheresse, les événements climatiques impactant le secteur se sont multipliés pendant les mois de juillet et août et ont provoqué de graves sinistres,



**événements  
climatiques**

principalement en Styrie mais également dans le Burgenland, la Carinthie et la Haute-Autriche, dont le montant est actuellement estimé par l'organisme de protection des risques agricoles, l'« *Österreichische Hagelversicherung* », à 8 MEUR. Ce sont presque 25 000 ha de cultures de céréales, de vignes et d'installations agricoles (serres, filets de protection,...) qui ont été touchés par des épisodes de grêle et de fortes précipitations. L'assureur agricole rappelle que le secteur agricole est particulièrement exposé aux changements climatiques qui gagnent en intensité et que le recul des terres agricoles victimes de la bétonisation favorise l'imperméabilité des sols et contribue à la hausse des dégâts.

**Hausse de la  
production  
animale et de la  
consommation de  
viande en 2018**

Selon les derniers chiffres de l'institut autrichien de la statistique, le secteur agricole a produit en 2018 près de 3,9 millions de tonnes de lait (+3 % par rapport à 2017), près de 2,06 milliards d'œufs (+1,0 %) et 4 200 tonnes de poissons (+2,0 %). La production de produits carnés était également en hausse de 1 %. Le taux d'autosuffisance atteint 141 % pour la viande de bœuf et de veau et de 101 % pour la viande porcine. C'est toutefois le secteur laitier qui affiche le meilleur taux avec plus de 164 %. En revanche, l'Autriche est déficitaire dans sa production d'œufs (86 %), de viande de volaille (72 %) et, faute de façade maritime, de poisson (6 %). Dans l'assiette du consommateur autrichien, la consommation de viande est répartie à la hausse après plusieurs années de baisse, avec en 2018 64,1 kg de produits carnés par habitant (63,6 kg/hab. en 2017). Les exportations de fromage ont atteint en 2018 151 600 tonnes, en hausse de 7 %. Le secteur laitier a exporté près de 500 000 tonnes (+1 %) de lait de consommation. En termes de commerce extérieur, les produits agricoles et agroalimentaires ont représenté 7,7 % des échanges de l'Autriche (306,1 Mrd EUR) et ont atteint 23,7 Mrd EUR. La valeur des exportations agricoles s'est fixée en 2018 à 11,5 Mrd EUR, celle des importations à 12,2 Mrd EUR. Les partenaires commerciaux de l'Autriche restent les pays membres de l'Union européenne pour 84 % de ses importations et 75 % de ses exportations.

[Haut du document](#)

**Présence française**

**Thales a racheté  
Steyr Motors  
d'un investisseur  
chinois**

Cédé par l'investisseur chinois *Phoenix Tree HSC Investment* qui l'avait racheté en 2012, la société en faillite *Steyr Motors GmbH* avec ses 150 employés, a été reprise par *Thales*. Fondée en 2001, l'entreprise qui faisait auparavant partie de *Steyr Daimler Puch* et de *Magna*. Steyr Motors est connue pour ses moteurs monoblocs à injection directe haute pression pour le secteur maritime et les véhicules terrestres. Un moteur hybride pour bateaux de plaisance a également été développé. De plus, elle fournit des moteurs pour les voitures militaires fabriquées par la filiale australienne de Thales. Le total du chiffre d'affaires annuel s'élève à près de 45 MEUR.



## Annexe

### Forecast of key economic indicators

	International forecasters						Austrian forecasters						
	OECD		IMF		European Commission		OeNB			WIFO		IHS	
	May 2019		April 2019		May 2019		June 2019			June 2019		June 2019	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2021	2019	2020	2019	2020
<b>Key Results</b>													
<b>Annual change in %</b>													
Real GDP *)	1,4	1,6	2,0	1,7	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,7	1,5	1,5	1,6
Real private consumption	1,8	1,7			1,6	1,6	1,6	1,4	1,3	1,7	1,6	1,6	1,5
Real government consumption	0,9	0,5			0,9	0,7	1,5	1,2	1,1	0,8	0,7	0,8	1,0
Real gross fixed capital formation	2,4	1,7			2,0	1,6	2,7	1,9	1,8	2,3	1,6	2,2	1,5
Real exports	2,3	2,6	2,7	2,6	2,8	3,2	2,0	2,8	3,4	2,4	2,7	2,0	2,9
Real imports	1,9	2,5	2,3	2,4	2,9	2,8	2,0	2,6	3,0	2,3	2,4	2,0	2,8
Labour productivity **)	0,2	0,7			0,5	1,1	0,2	0,7	0,7	0,5	0,3	0,0	0,7
GDP deflator	2,0	1,9	1,7	2,0	2,0	1,9	1,5	1,6	1,6	1,7	1,7	1,9	1,8
HICP *)	1,9	2,0	1,8	2,0	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,5	1,7	1,6	1,7
Unit labor costs					2,1	1,4	2,5	1,5	1,1	2,3	1,6	2,4	1,4
Payroll employment	1,2	0,8	0,7	1,1	1,0	0,5	1,6	1,2	1,1	1,6	1,0	1,5	0,9
<b>% of labour force</b>													
Unemployment rate	4,6	4,6	5,1	5,0	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,6	4,6	4,7	4,7
<b>% of nominal GDP</b>													
Current account	2,4	2,4	2,0	1,9	2,4	2,6	2,2	2,3	2,6	1,8	1,8		
General government surplus/deficit	0,3	0,2	-0,1	-0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	0,3	0,5
<b>Conditioning assumptions</b>													
Oil price in USD/barrel *)	68,4	70,0	59,2	59,0	64,7	61,5	68,1	65,8	62,7	63,0	58,0	64,0	62,0
Short-term interest rate in % *)	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	-0,3	-0,1	-0,3	-0,3
USD/EUR *)	1,12	1,12	1,14	1,16	1,13	1,13	1,12	1,12	1,12	1,12	1,11	1,14	1,16

Source: OECD, IMF, European Commission.

\*) European Commission: Summer-forecast July 2019 (Interim).

last update on 17.07.2019 16:22

Source: OeNB, WIFO, IHS.

\*\*) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

last update on 27.06.2019 15:20

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Vienne (adresser les demandes à [vienna@dgtresor.gouv.fr](mailto:vienna@dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

#### Auteur :

Service Économique de Vienne  
Adresse : Reisnerstrasse 50/10  
1030 Vienne  
Autriche

Rédigé par : Susanne Maynhardt, Pascal Chaumont, Matthieu Herbelin, Thomas Belaich  
Relu par : Claire Thirriot-Kwant, Conseillère économique

Version du 3 septembre 2019  
Version originelle : Septembre 2013  
Rédaction achevée le 30 août 2019